

édité par les communistes
du 10ème arrondissement

57 rue des Vinaigriers
75010 Paris

pcfparis10@gmail.com

MARS-AVRIL 2019

à Paris^e



GILETS JAUNES un mouvement qui bouscule

Depuis trois mois, le mouvement des Gilets jaunes perdure. Ce mouvement a permis de remettre la question de classes au centre de la société française. Oui, l'inégalité est insupportable quand les huit Français les plus riches gagnent autant que le reste de la population ! Oui, il est insupportable que l'ISF soit supprimé quand les majorités augmentent ! Oui, les écarts de salaires qui demeurent sont insupportables ! Oui, il y a besoin d'augmenter significativement le SMIC, de réimplanter des services publics sur tout le territoire...

Mais ce mouvement, c'est aussi l'émergence de gens que nous n'avons plus l'habitude de voir réagir et qui relèvent la tête pour crier leur volonté de ne pas laisser le pouvoir dans les mains de la finance. Des personnes qui expliquent vouloir se réappropriier les moyens de production mais aussi les processus de décision. Ce mouvement dit que la démocratie, ce n'est pas de voter tous les cinq ans, puis de se taire en attendant. Ce mouvement exprime que l'austérité imposée par les traités européens ratifiés par nos États a assez duré. Il faut désormais écouter les gens, leurs aspirations, leurs craintes et leurs espoirs.

C'est ce que le PCF et sa liste *Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent*, conduite par Ian Brossat aux élections européennes du 26 mai, comptent faire en proposant des candidats qui luttent au quotidien pour la sauvegarde de leur maternité, contre la délocalisation de leur usine, contre l'ubérisation de la société...

Il est temps de reprendre le pouvoir face à la finance. Le 26 mai, avec vous, nous sommes prêts.

Élie Jousselein
secrétaire de la section PCF 10

POUR UNE EUROPE gouvernée par les peuples

Expression des pays qui la composent, l'Europe est aujourd'hui dominée par la mise en concurrence de chacun avec tous, la recherche à tout prix de la compétitivité financière. Elle libère les forces du marché pour qui tout s'achète : la santé, l'éducation, la culture... Dans cette Europe, les gens deviennent des variables d'ajustement du profit.

Pourtant il n'y a pas de fatalité à cette situation. Il est possible de construire une autre Europe, solidaire, ouverte, respectueuse de la planète, élargissant nos droits, imposant l'épanouissement des personnes contre les forces de l'argent. C'est ce que propose la liste communiste conduite par Ian Brossat.

Sans attendre le nécessaire changement des traités européens, dès à présent, il est possible de reprendre le pouvoir sur l'argent. En exigeant par exemple que la Banque centrale européenne (BCE), qui a créé ces dernières années près de 3 000 milliards d'euros cédés aux institutions financières sans contrepartie, impose à présent des conditions aux banques : création d'emplois, développement des territoires, services publics pour répondre aux besoins des gens. Mais il est possible aussi, pour contourner la règle qui empêche à la BCE de prêter directement aux États, de créer un Fonds européen de développement économique, social et environnemental financé directement par la banque européenne.

Nous ne sommes pas seuls à envisager une telle voie. Cette proposition des communistes français rejoint une proposition voisine déposée par les syndicats allemands. En Europe du Sud, des pays ont décidé de briser l'obligation d'austérité imposée par les traités. Au Portugal, en Espagne, les salaires minimums ont été augmentés de plus de 20%.

Les peuples européens peuvent ensemble reprendre le pouvoir sur l'Europe.

ENCADREMENT DES LOYERS PARISIENS

enfin de retour !

Entre 2005 et 2015, les loyers ont augmenté de 50% à Paris. Pendant ce temps, le pouvoir d'achat, lui, n'a pas augmenté. Ainsi, le loyer absorbe jusqu'à 50% des revenus disponibles de nombreux ménages. C'est pourquoi des élus PCF, en particulier de la région parisienne, ont demandé l'encadrement des loyers dans leurs communes, comme la loi ALUR de 2014 le permet.

Celle-ci prévoit la possibilité de mettre en place un plafonnement des loyers dans les zones tendues. Grâce à ce contrôle, le montant des loyers parisiens n'a progressé que d'1% de 2015 à 2017. Il s'agissait pour les bailleurs de respecter les loyers de référence fixés chaque année par décret.

Mais le tribunal administratif a annulé le dispositif en novembre 2017, provoquant hélas ! une nouvelle augmentation des loyers. En effet, pour être légale,

cette mesure devrait s'appliquer à toute l'agglomération de Paris.

Entre-temps, l'élaboration de la loi ELAN a assoupli le dispositif initial, permettant à chaque commune de décider pour elle-même de se doter du dispositif d'encadrement. À Paris, Ian Brossat, adjoint PCF au Logement, a annoncé que le dispositif sera prochainement rétabli dans la capitale.

Dante Bassino, adjoint PCF à la maire du 10^e en charge du Logement, organise un

FORUM LOGEMENT

le samedi 22 mars

à partir de 13 h à la mairie du 10^e

stands d'informations et débats sur les droits des locataires et des propriétaires



Le 7 février dernier, Bruno Odent, journaliste à *l'Humanité* et résident du 10^e, a présenté son livre *Libérons l'Europe, le national-libéralisme est au bout du modèle*. Une initiative placée sous le signe de la campagne de Ian Brossat, tête de liste de liste PCF aux européennes, et du soutien au journal *l'Humanité*. Partout les nationalismes ont grandi sur l'immense malaise social provoqué par les politiques menées au nom de l'Europe. Politiques qui mettent en concurrence les peuples, les pays, les entreprises. Mais les peuples peuvent reprendre la main et imposer aux gouvernements nationaux des choix anti-austérité qui redonnent souffle et espoir.

L'HUMANITÉ A BESOIN DE NOUS nous avons besoin de **l'Humanité**

Roland Leroy, cheminot, résistant, responsable du PCF et directeur de *l'Humanité* pendant 20 ans, est mort le 25 février 2019. Les communistes du 10^e adressent leurs plus sincères condoléances à sa famille et ses proches.

La mort de celui qui fut un patron de presse respecté de toute la profession résonne plus douloureusement encore alors que l'avenir du journal qu'il a dirigé est aujourd'hui menacé. En février 2019, *l'Humanité* a été placé en redressement judiciaire. C'est en effet le seul quotidien qui n'appartient à aucun grand groupe financier ou industriel conformément au souhait de Jaurès. C'est en raison de cette indépendance qu'il peut être la voix de tous ceux qui luttent pour faire advenir un monde meilleur. Depuis deux mois, une grande vague de solidarité s'est levée permettant au journal de réunir déjà plus d'un million d'euros. Mais cela reste insuffisant pour assurer sa survie.

4 000 abonnements permettraient de tendre à un équilibre financier. Vous pouvez vous abonner ou participer à la souscription en vous rendant sur le site du journal humanite.fr.



TRANSPORTS PUBLICS : nouvelles mesures de gratuité à Paris

Répondant aux demandes de gratuité avancées depuis plusieurs années par les élus communistes, la Maire de Paris a annoncé la gratuité des transports pour les enfants de moins de 11 ans et pour les Parisiens handicapés de moins de 20 ans, ce à partir de septembre 2019. Quant à la carte Imagin'R, elle sera remboursée à 50% pour les élèves du secondaire. Elle confirme la mise en œuvre des engagements qu'elle avait pris en réponse aux

vœux des élus PCF adoptés lors des conseils de Paris de juin, novembre et décembre derniers.

Les communistes avaient déjà obtenu gain de cause l'an passé avec la gratuité des transports pour les seniors de plus de 65 ans à bas et moyens revenus, appliquée depuis le 1^{er} juillet 2018.

C'est une avancée majeure qui redonne du pouvoir d'achat aux familles parisiennes et aux jeunes. C'est la démonstration qu'il est

possible de déployer des politiques publiques à la fois écologiques et socialement justes.

Vers la gratuité pour tous dès la réalisation du Grand-Paris-Express

Les communistes parisiens souhaitent de nouvelles mesures de gratuité en faveur d'autres publics. Leur objectif à terme est d'aller vers la gratuité totale du réseau de transports, à l'issue de la réalisation du Grand-Paris Express.

un projet qui ne répond pas aux besoins des usagers et des habitants

La réunion publique qui s'est tenue le 29 janvier dernier à la mairie du 10^e en présence des responsables de la SNCF et de Ceetrus, filiale immobilière d'Auchan, a été ressentie par la majorité des participants comme un simulacre de concertation, car le dépôt du permis de construire a été annoncé pour la fin février. La désapprobation a été telle qu'il a été décidé de prolonger la concertation de 2 mois.

Se mobiliser pour éviter la privatisation de la gare

Le PCF, seule formation politique à dénoncer ce projet, craint que ce délai à lui seul ne permette pas d'en changer les orientations, à savoir la privatisation des espaces de la gare pour une durée de 46 ans au profit de Ceetrus, majoritaire (66% contre seulement 34% pour la SNCF). La filiale d'Auchan a exigé la construction sur l'actuelle gare des bus d'un énorme bâtiment de 25m de haut permettant de multiplier les surfaces commerciales au profit de grandes marques afin de créer une vitrine de prestige pour la clientèle étrangère, au détriment des commerces de proximité de l'arrondissement !

Pour un projet utile aux usagers quotidiens de la gare et aux riverains

La Gare du Nord est l'une des plus petites gares d'Europe en superficie alors qu'elle est la première gare d'Europe en nombre de passagers quotidiens ! Réaménager la gare et ses abords est donc primordial. C'est ce que mettront en avant les communistes lors de cette phase de concertation et d'enquête publique qui suivra.

Ils défendront, entre autre, l'idée de séparer sur 2 niveaux les flux de voyageurs entre les arrivées et les départs. Ils demanderont une amélioration des services et de billetterie (pas seulement une gare digitale). Ils souligneront également que, dans le projet actuel, rien n'est prévu pour réduire la saturation des abords de la gare et la congestion permanente des flux de circulation qui rendent difficile l'accès à la gare pour les usagers et sont sources de pollutions insupportables pour les riverains. Aucune proposition n'est actuellement avancée pour améliorer la dépose-minute des usagers ou la circulation des taxis, VTC et mototaxis qui sont maintenus en surface, aucune piste n'ayant été sérieusement étudiée, en sous-sol par exemple. Les communistes demandent aussi la ré-ouverture d'un bureau de poste au sein de la gare.

Par ailleurs, des réponses précises doivent être apportées au sujet des nuisances liées aux travaux qui s'étaleront au moins sur 4 ans et se dérouleront la nuit et, ce, en même temps que ceux liés au « Nouveau Lariboisière ».

Pour un aménagement de la gare jusqu'au boulevard de la Chapelle

Au lieu de construire un énorme bâtiment pour satisfaire les visées financières du groupe Auchan, les communistes estiment que la priorité est de réaliser un aménagement de la partie nord de la gare jusqu'au boulevard de la Chapelle. Cela permettrait de créer des espaces complémentaires, utiles au fonctionnement de la gare et ouvrant la



possibilité d'offrir de nouveaux accès et de renforcer la liaison de la station La Chapelle/Gare du Nord pour faire face à la saturation aux heures de pointe.

Non au projet de « City parisienne »

Alors que le gouvernement s'entête à vouloir réaliser le CDG Express et privatiser Aéroports de Paris, le projet « Gare du Nord 2024 » est le troisième pilier du rêve exprimé à haute voix par Benjamin Griveaux, prétendant LREM à la Mairie de Paris : transformer Paris à l'image de la City londonienne ! Une perspective que rejettent de nombreux habitants et que les communistes continueront à combattre résolument.

LES ACTUALITÉS DU SITE PCF PARIS 10

Autres informations à retrouver sur notre site pcfparis10.fr :

- CDG Express : l'entêtement du gouvernement, pour imposer ce projet élitiste et inutile qui coûtera plus de 2 milliards d'euros
- promenade urbaine : compte-rendu de la réunion publique du 12 février à la Mairie du 10^e reprenant, entre autres, notre demande de réaménagement de la station La Chapelle
- Google France : à l'issue d'un rassemblement, Fabien Roussel rencontre la direction et exige que la multinationale paye ses impôts en France
- hommage le 12 janvier à la Gare du Nord à Leyla, Fidan et Sakine, militante kurdes assassinées dans le 10^e en janvier 2013.

Quotidiennement, retrouvez-nous sur notre page Facebook et notre compte twitter PCF Paris 10.

le site des communistes du 10^e



articles et vidéos sur l'actualité locale et parisienne
comptes rendus des conseils d'arrondissement

l'ensemble des publications à Paris 10e

www.pcfparis10.fr

DÉCÈS AUX URGENCES DE LARIBOISIÈRE

des moyens supplémentaires nécessaires

Dans la nuit du 17 au 18 décembre 2018, une femme est morte aux urgences de l'hôpital Lariboisière après une attente de plus de 12 heures.

Une enquête interne de l'AP-HP a démontré qu'aucune faute n'avait été commise par le personnel présent et conclut à la nécessité de recruter davantage de médecins et d'infirmiers (cf. site du PCF Paris 10). Les communistes du 10^e interpellent la direction depuis plusieurs années sur la dégradation des conditions de travail du personnel et de prise en charge des patients à l'hôpital Lariboisière. Ils seront vigilants à ce que les préconisations du rapport soient effectivement mises en œuvre.

Plus fondamentalement, ce drame éclaire la situation d'asphyxie de l'hôpital public en France. Plus de la moitié des maternités françaises a fermé en 20 ans. La loi Touraine créant les *Groupements hospitaliers de territoires* a conduit à la fermeture des hôpitaux de proximité et Agnès Buzyn, ministre de la Santé, conduit une véritable saignée dans les effectifs depuis son arrivée en mai 2017. Alors qu'une nouvelle loi Santé sera examinée en mars et qu'on déplore de plus en plus d'accidents mortels, il est temps de changer de logique et

le 12 juin 2018, dans le cadre du tour de France des hôpitaux lancé par les parlementaires PCF, Pierre Laurent et Laurence Cohen, sénateurs, et Nicolas Bonnet-Oulaldj, président du groupe PCF au Conseil de Paris, se sont rendus à l'hôpital Lariboisière pour y rencontrer les syndicats et la direction de l'hôpital et faire part de leurs propositions pour l'hôpital public



d'arrêter d'aborder les questions de santé uniquement sous l'angle de leur coût.

FORUM PETITE ENFANCE

Dominique Tourte, Maire adjointe PCF en charge de la Petite enfance, organise un forum *Petite enfance* le mercredi 3 avril à 14 h à la mairie du 10^e. Débats et ateliers sur les différentes structures d'accueil de la Petite enfance et sur les espaces de participation des familles.

EN BREF

● La dette par habitant

S'élevant à 2 549 €, elle a progressé à Paris mais n'atteint pas le niveau de la majorité des grandes villes françaises : 3 749 € à Marseille, 3 624 € au Havre et 3 453 € à Lille.

● Logement social

Le 100 000^e logement social créé à Paris depuis 2001 a été inauguré le 31 janvier dernier, avenue Fayolle dans le 16^e. Ian Brossat, adjoint PCF au Logement, a précisé que la part du logement social est passée de 13,4% en 2001 à 22% en 2018 et rappelé l'objectif de 25% à la fin de la mandature.

● Centres de rétention

Adeline Hazan, contrôleuse des lieux de privation de liberté, a rendu, fin février, un rapport sur l'accès aux soins dans les centres de rétention. Elle dénonce « l'accès aléatoire » aux soins. La récente loi Asile-Immigration a rendu possible la prolongation de la retenue en centre de rétention à 90 jours. Or, la circulaire encadrant les soins en CRA date de 1999. Rien n'a été prévu dans la loi pour adapter les missions des personnels médicaux. Quel dommage que Elise Fajgeles, députée du 10^e et rapporteure de la loi Asile-Immigration, ait oublié de le prendre en compte !

POLICE MUNICIPALE À PARIS pour les communistes, c'est toujours non !

Au Conseil de Paris de février, Anne Hidalgo a proposé la création d'une police municipale à Paris. Rappelons que ce projet ne faisait pas partie du contrat de mandature passé avec les Parisiens. En outre, elle était encore opposée à ce principe il y a six mois. Les élus Génération.s, EE-LV et PCF ont signé un communiqué commun pour s'y opposer.

Nicolas Bonnet-Oulaldj, président du groupe PCF au Conseil de Paris, a dénoncé une « rupture de confiance ». Dans un communiqué, l'élu rappelle que « Paris dispose d'instruments pour répondre aux besoins de sécurité des

Parisiens. Il faut certainement les améliorer. Mais tout cela ne remplacera jamais ce qui fait partie de nos obligations et constitue le cœur d'une politique de gauche, c'est-à-dire la prévention, la médiation, l'éducation et la protection des mineurs. »

Les communistes s'opposent à ce projet, car il aura pour conséquence la baisse des effectifs de la police nationale et la fermeture de commissariats. C'est ce qui s'est passé partout en France. Paris ne doit pas une nouvelle fois se substituer à l'État. De plus, si cette police municipale est mise en place, il suffira pour une autre majorité d'un simple décret pour lui attribuer d'autres missions, voire d'autres armements. Quand on voit comment le gouvernement utilise la police nationale contre les manifestations aujourd'hui, on peut craindre le pire.

Pendant qu'Anne Hidalgo fracturait sa majorité à un an des municipales, les élus communistes eux faisaient adopter un vœu contre l'usage des LBD (lanceurs de balles de défense). À chacun ses priorités !

